

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

**ALLOCUTION DE
MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

A

**L'OCCASION DU DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2022**

Lomé, le 30 juin 2022

Excellence Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Président de la Commission des Finances et du Développement Economique,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Groupes parlementaires et de différentes Commissions,
Honorables Députés,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais me réjouir de l'ambiance qu'a fait ressortir Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale et qui a régné au cours de ce Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Président de la Commission des finances et du développement économique a déjà expliqué le sens de ce DOB et il l'a si bien fait.

Je voudrais juste rappeler que le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2023-2025 a été réalisé dans un contexte qui a été décrit et que tout le monde connaît avec bien sûr avec une reprise de l'activité économique en 2021 qui fait face aujourd'hui à des incertitudes et donc des défis. Je vais souligner trois (03) :

- La première incertitude est liée à la crise de la covid-19, même si elle est jugulée aujourd'hui, il y a des incertitudes qui persistent sur l'évolution de cette pandémie et donc l'impact sur l'économie;
- Incertitude liée à la crise en Europe de l'Est ; et
- incertitude liée à la situation sécuritaire de la sous- région.

Pour ce qui concerne, la guerre en Europe de l'est, la FAO au-delà du problème de l'accentuation de l'inflation sur les produits de premières nécessités, indique un risque de sécurité alimentaire notamment dans les pays africains. C'est donc des éléments contextuels dont il faut tenir compte dans la mise en œuvre des politiques publiques et qui ont guidé le budget qui est l'instrument de financement des politiques publiques.

Alors, pour consolider les acquis et faire face durablement à ces défis, je voudrais réitérer la volonté du Gouvernement à poursuivre la mise en œuvre des réformes et actions visant la transformation structurelle de notre économie, la promotion de la production locale et la consommation locale notamment la production des engrais, d'intrants agricoles et des produits locaux ainsi que l'amélioration de l'offre de l'Énergie.

En perspectives, la croissance moyenne annuelle du PIB serait de 6,5%, passant de 5,9% en 2022 à 6,5% en 2023, puis à 7% en 2025 en liaison avec le renforcement du dynamisme économique et des investissements prévus. Cela montre le dynamisme de notre économie et l'efficacité en tout cas des politiques publiques mises en œuvre et la précision de la vision du Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE qui par son impulsion continue à conduire le bateau Togo, avec beaucoup de doigté, de leadership avisé.

S'agissant des investissements, le Gouvernement fera appel au secteur privé notamment dans la construction des infrastructures et dans les mines. Ainsi, les investissements privés représenteraient en moyenne 16,1% du PIB à moyen terme contre 14,5% en 2022.

Par ailleurs, la modernisation de l'agriculture qui a été un point important lors de cette discussion devra baliser la voie au lancement des PME-PMI dans les industries de transformation notamment agricole. L'objectif désormais assigné au secteur agricole est qu'il prenne toute sa part dans l'émergence du Togo et qu'il contribue davantage à la croissance, en valorisant au mieux les atouts et ses potentialités. Sur les trois prochaines années, la transformation agricole sera l'un des piliers de la croissance économique attendue avec notamment l'implantation d'usines de transformation agro-industrielle au sein de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA).

Au plan social, la politique du gouvernement sera de favoriser une croissance économique endogène portée par des dépenses sociales ciblées, importantes en vue de soutenir la consommation intérieure et améliorer le bien-être des populations. Vous avez pu constater quand même qu'il y a une part importante qui va parfois au-delà de 50% des dépenses dans ce DPBEP qui sont consacrées aux dépenses sociales.

Madame la Présidente de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,

Au titre des finances publiques, le Gouvernement va continuer à travailler sur une maîtrise des dépenses publiques et une collecte plus efficace des recettes budgétaires, notamment fiscales mais sur la base d'un élargissement de l'assiette fiscale de sorte disons à réduire la pression sur un groupe, disons une assiette limitée de contribuable.

La trajectoire que nous avons présentée en terme d'orientation budgétaire est une trajectoire soutenable, parce que nous prévoyons un retour à un déficit de l'ordre de 2,9% qui est dans la limite de la norme UEMOA et c'est ce qui est convenue avec l'ensemble des partenaires à 3% en 2024 et 2,9% en 2025. Donc la politique budgétaire face à ces incertitudes sera une politique budgétaire prudente et nous respecterons les principes fondamentaux en matière de gestion des finances publiques et de transparence.

Les Choix budgétaires, je l'ai déjà indiqué, les secteurs prioritaires de la feuille de route gouvernementale bien sûr le social, l'axe 1 qui à lui seul va mobiliser plus de 50% des ressources et puis les autres aspects notamment l'agriculture. Voilà un peu les grandes priorités des choix budgétaires.

En ce qui concerne la dette publique, vous avez pu constater que nous avons élaboré une stratégie soutenable dans les trois prochaines années et nous respecterons toutes les normes et les critères en la matière de sorte à ce que le risque de surendettement soit un risque faible, modéré.

Nous mettrons également l'accent sur la budgétisation sensible au genre et notamment la décentralisation.

Madame la présidente, je voudrais donc clore mon propos en vous remerciant encore et en exprimant notre profonde gratitude au nom de mes collègues présents Monsieur le Ministre Secrétaire General du Gouvernement, Monsieur le Ministre Conseiller du Président de la République, exprimer ma profonde gratitude à la commission des

finances et du développement économique et à son Président pour leur forte implication dans l'étude des différents documents en vue d'éclairer la plénière.

Je voudrais ensuite vous féliciter Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale et féliciter l'ensemble de l'hémicycle pour votre mobilisation afin d'examiner en tout cas ce projet qui vous a été soumis dans un temps record et surtout me féliciter de la richesse des débats et des échanges courtois qu'il y a eu entre l'assemblée et le gouvernement.

Je puis vous assurer Madame la Présidente, honorables députés que vos pertinentes observations et recommandations seront prises en compte lors de la finalisation de la loi de finances exercice 2023.

Je vous remercie Madame la Présidente